

Le 14 JAN. 2021

**CENTRE HOSPITALIER
UNIVERSITAIRE DE REIMS**
45 RUE COGNACQ JAY
51100 REIMS

**Pôle Services
Urbains**

Direction des Etudes
et Travaux de
Bâtiment
Service Sécurité
Accessibilité

Références
HAD/CD
0214508

Affaire suivie par
DELLAOUÏ Hadj-
Ahmed

Téléphone
03.26.77.73.57

E-mail
hadj-
ahmed.dellaoui@rei
ms.fr

Lettre Recommandée avec AR

A l'attention de Madame Dominique DE WILDE

**Objet : Sécurité incendie dans les ERP
CHU - MAISON DE L'ADOLESCENT
rue du Général Koënik à Reims
ERP de type PU de 5^{ème} catégorie**

Madame la Directrice Générale,

Suite au contrôle périodique du 26/11/2020 et en application de l'article R 123-49 du Code de la Construction et de l'Habitation, veuillez trouver, ci-joint, l'avis FAVORABLE et le rapport émis par la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Reims réunie le 22/12/2020 relatifs à l'établissement cité en objet.

Je vous joins également l'arrêté municipal de FONCTIONNEMENT ainsi que l'avis relatif au contrôle de la sécurité incendie que vous voudrez bien signer et afficher d'une façon apparente près de l'entrée principale de l'établissement.

Au vu des prescriptions n° 1 à 2 émises dans le rapport joint, je vous demande de me fournir en deux exemplaires dès leur réalisation, tous les justificatifs permettant d'en attester leur levée.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie d'agréer, Madame la Directrice Générale, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Maire,
Le Conseiller Municipal Délégué,

Bureaux
1-3 place Max
Rousseaux
51100 REIMS

Téléphone
03.26.77.73.22

Fax
03.26.35.37.80

P.J. : 1 rapport + avis
1 arrêté
1 avis sécurité

Alban DOMINICY



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Cathédrale Notre-Dame,
ancienne abbaye Saint-Remi et palais du Tau, Reims
Inscrits sur la Liste du patrimoine mondial en 1991

**ARRÊTÉ DE FONCTIONNEMENT
D'UN ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

**CHU - MAISON DE L'ADOLESCENT
rue du Général Koëmig à Reims
ERP de type PU de 5^{ème} catégorie**

NOUS, MAIRE DE LA VILLE DE REIMS,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2122-18,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles R111-19 à R111-19-60, R123-1 à R123-55, R152-6 et R152-7,

Vu la Loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19,

Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,

Vu l'arrêté préfectoral de la Marne du 01 Juillet 2019 portant création et attributions des sous commissions spécialisées et des commissions d'arrondissement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu l'arrêté ministériel en date du 25 Juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public uniquement les articles GN 1 à 14.,

Vu l'arrêté ministériel en date du 22 juin 1990 portant approbation des dispositions applicables aux établissements de 5ème catégorie,

Vu l'arrêté préfectoral de la Marne du 01 Juillet 2019 portant création et attributions des sous commissions spécialisées et des commissions d'arrondissement de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité,

Vu le procès-verbal de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Reims en date du 22 décembre 2020 concernant la visite périodique de l'établissement du 26 novembre 2020,

CONSIDERANT l'AVIS FAVORABLE au fonctionnement émis par la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Reims en date du 22 décembre 2020 et porté par le procès-verbal susvisé,

.../...

.../...

ARRÊTONS,

ARTICLE 1 :

L'établissement dénommé **CHU - MAISON DE L'ADOLESCENT** - rue du Général Koëmig à Reims classé en type PU de 5^{ème} catégorie, est autorisé à Fonctionner.

ARTICLE 2 :

L'effectif maximum du public admissible se décompose de la façon suivante :

Niveau, Activité	Surface accessible au public	Taux d'application	Effectif public	Effectif personnel	Total
Maison de l'adolescent	12	1 pers / chambre public	12	25	49
		1 pers / chambre visiteurs	12		

ARTICLE 3 :

Cet arrêté annule et remplace l'arrêté V-DETB-2015-195 du 28/05/2015.

ARTICLE 4 :

L'avis relatif au contrôle de sécurité doit être affiché d'une façon apparente, près de l'entrée principale de l'établissement.

ARTICLE 5 :

L'utilisation, même partielle ou occasionnelle d'un établissement pour une exploitation autre que celle autorisée ou pour une démonstration ou une attraction pouvant présenter des risques pour le public et non prévue par cet arrêté, doit faire l'objet d'une demande d'autorisation présentée par l'exploitant **au moins 2 mois** avant la manifestation ou la série de manifestations.

ARTICLE 6 :

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire, mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'un dossier d'autorisation de travaux et être exécutés après autorisation de Monsieur le Maire, donnée sur avis des Sous Commissions Départementales de Sécurité et d'Accessibilité. Il en sera de même pour des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 7 :

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité et de respecter les prescriptions présentes dans le rapport de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Reims annexé au présent arrêté.

.../...

ARTICLE 8 :

La présente autorisation est révocable à tout moment en cas d'infraction à la réglementation dûment constaté en particulier, lors des visites périodiques ou inopinées par la Commission de Sécurité compétente.

ARTICLE 9 :

Le présent arrêté et son annexe sont applicables immédiatement.

ARTICLE 10 :

Notification du présent arrêté sera effectuée à Madame Dominique DE WILDE en qualité de Directrice Générale du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, chargé de l'application du règlement de sécurité dans l'établissement.

ARTICLE 11 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :
Monsieur le Préfet du Département de la Marne,
Monsieur le Président de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité,
Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique.

ARTICLE 12 :

Monsieur le Préfet du Département de la Marne, Monsieur le Maire de Reims, Monsieur le Directeur de la Sécurité Publique sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié ou affiché et publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à Reims, le 07 janvier 2021

Pour le Maire,
Le Conseiller municipal délégué,



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée, dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et de son affichage ou notification.

Copie pour impression

Réception au contrôle de légalité le 14/01/2021 à 10h43

Référence de l'AR : 051-215104217-20210107-MAISONADO-AI

AVIS SÉCURITÉ INCENDIE

Conformément aux dispositions des articles R.123-18 et 19, R.123-48 et 49 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'établissement ci-dessous répond aux caractéristiques suivantes :

ÉTABLISSEMENT : CHU - MAISON DE L'ADOLESCENT

TYPE : PU..... CATÉGORIE : 5^{ème}

EFFECTIF MAXIMUM ADMIS : 49 personnes (public et personnel).....

VISITE PERIODIQUE DU : 26/11/2020

AVIS FAVORABLE DE LA CSA du : 22/12/2020

DATE DE L'ARRÊTÉ DE FONCTIONNEMENT : 07 janvier 2021.....

Vu l'Autorité ayant délivré
l'autorisation de fonctionner



Le Chef d'Établissement

